

donner au peuple le contrôle sur l'économie,  
assurer son droit à l'armement,  
il faut convoquer l'Assemblée Constituante.

#### 4° GOUVERNEMENT SOCIALISTE-COMMUNISTE-C.G.T.

##### Rompez la coalition !

— C'est vrai, direz-vous, il n'y a pas moyen d'en sortir sans un plan élaboré et contrôlé par les travailleurs groupés dans leurs Syndicats et leurs Comités. C'est vrai que le gouvernement est au service des trusts, que les ministres socialistes et communistes français ne peuvent être que des agents de transmission.

Mais alors, camarades, qu'attendent-ils pour rompre la coalition ? S'ils ne sont que des otages dans le gouvernement, ils doivent dénoncer le rôle qu'on leur fait jouer, ils doivent réclamer avec leurs partis respectifs la formation d'un gouvernement qui réponde à la volonté populaire.

Que font-ils en réalité ?

Le Parti Socialiste qui possède la plus grande influence dans les sphères gouvernementales n'oppose jamais la politique des travailleurs à celle des trusts et des banques. Ceux-ci se servent de lui au gouvernement : les ministres « socialistes » se font les exécuteurs de la politique réactionnaire de la bourgeoisie, « des courroies de transmission », avoue le « Populaire ».

Ainsi, dans l'affaire de la dissolution des Milices Patriotiques, le décret était signé du « socialiste » Tixier. La présence de socialistes au gouvernement sert à la bourgeoisie à camoufler sa politique. Le socialisme c'est pour la façade.

Le Parti Communiste français, lui, propose une politique différente de celle de la bourgeoisie. Mais il ne la défend que dans ses journaux, dans ses meetings, sur ses affiches. Il n'y a pas un seul exemple que la présence de ministres « communistes » au gouvernement ait servi à défendre pratiquement la politique de leur parti. Les deux ministres « communistes » n'ont rien révélé de ce que leur présence au gouvernement les a mis à même de connaître des tractations et des complots réactionnaires. Ils n'ont pas une seule fois fait appel au peuple contre ces complots et ces tractations. Bien mieux, ils ont, comme nous l'avons dit, voté eux aussi la dissolution des Milices Patriotiques. Cela est si visible qu'il n'est pas exagéré de dire qu'un très grand nombre de militants, surtout parmi ceux qui ont déjà depuis des années payé de leur personne pour la Révolution, perdent confiance dans leurs dirigeants.

On ne comprendrait rien à la politique des partis « socialiste » et « communiste » si l'on ne comprenait pas que tous les deux, quoique de manière différente, pratiquent également la politique que Lenine combattit à mort sous le nom de **collaboration de classe et contre laquelle fut fondée la III<sup>e</sup> Internationale en 1919.**

Cette politique de collaboration de classe commande les reniements de chaque jour des deux partis ouvriers. Elle explique qu'en même temps qu'on parle de « donner la parole au peuple », on s'oppose aux élections immédiates parce qu'on a peur que les succès communistes aux élections compromettent l'équilibre gouvernemental, forcent à rompre la coalition avec la bourgeoisie.

Cette politique de collaboration de classe commande aux dirigeants « communistes-français » de proposer des listes uniques de la Résistance sur lesquelles les travailleurs devraient élire en même temps les représentants des partis ouvriers et ceux des partis et groupes